Propositions CGT pour une autre fiscalité

- **Réduire le poids des impôts proportionnels** qui étranglent les citoyens.
- Baisser le taux normal de la TVA de 20 % à 15 % et supprimer la TVA sur les produits de première nécessité : **-35 milliards**
  Il faut **circonscrire les réductions d'impôt** à celles démontrant un intérêt pour la société.
  Suppression de niches fiscales : **+50 milliards**
- Il faut **un autre circuit de financement de la dette** de l'État.
  Financement direct auprès de la BCE ou par un système d'intermédiation bancaire : **+40 milliards**
- Il faut **plus taxer le capital**.
  Instauration d'une taxe sur les transactions financières à des taux suffisants pour pénaliser la spéculation financière : **+24 milliards**
  Taxer davantage les revenus du capital : **+4 milliards**
- Il faut **réorienter l'économie et responsabiliser les entreprises**.
  Moduler la fiscalité nationale et locale des entreprises en fonction de leurs comportements
- Il faut donner **des moyens pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales**.
  Création immédiate de 20.000 emplois : **+10 milliards**
- Il faut **faire de l'impôt sur le revenu le socle de notre contrat social**.
  Augmenter la progressivité de l'impôt sur le revenu : **+14 milliards**
- Il faut **taxer davantage les patrimoines** exorbitants des plus riches.
  En réintroduisant un ISF et en le rénovant pour lui donner plus de progressivité : **+6 milliards**

Vous pouvez retrouver l'ensemble des tracts sur https://www.facebook.com/UDCGT64.

Pour maîtriser notre avenir, nous ne pouvons en rester là.
Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.

Bulletin de contact et de syndicalisation

Nom :..... Prénom :.....
Adresse :..... Code postal :..... Ville :.....
Tél :..... Courriel :.....@..... Age :.....
Profession :..... Entreprise :.....

Union Départementale CGT 64, 49 Avenue Dufau 64 000 PAU
☎ 05 59 27 13 21 ✉ ud64@cgt.fr

Info CGT N° 8

Aller vers plus de justice fiscale

Les impôts pour une société de solidarité

A quoi servent les impôts ? Éduquer, garantir la défense du pays, rendre la justice, soutenir les entreprises, développer les territoires, venir en aide aux plus démunis… l'État a pour mission de rendre aux citoyens de nombreux services, qu'il finance à partir des ressources dont il dispose.

Les impôts, taxes et prélèvements sociaux doivent être garants de la cohésion sociale (éducation, santé, retraite, services publics de proximité, culture...) en assurant la redistribution des richesses. L'impôt doit également permettre le développement de politiques incitatives, par exemple en matière d'environnement, de recherche, de politique industrielle, d'emploi...

Les impôts pour réduire les inégalités

Dans un système fiscal juste ayant pour but de promouvoir une société équitable, **chacun devrait contribuer à hauteur de ses moyens** dans le but que tous aient accès aux mêmes services ou aux mêmes droits.

C'est ce qui permet de réduire les inégalités et de permettre à chaque citoyen d'avoir avoir accès à la santé, l'éducation, la sécurité financés par l'impôt.

Or, le système fiscal français est aujourd'hui complexe et peu redistributif. Il favorise l'épargne et les revenus financiers au détriment des salaires et de l'efficacité économique.

Ces dernières années, les Français détenteurs de capitaux et ceux bénéficiant de hauts revenus se sont partagé une part toujours plus grande des richesses produites par les salariés. Les taux d'impositions de l'impôt sur le revenu ont constamment diminué et cela principalement en faveur des plus riches (les taux les plus élevés sont passés de 65 % à 40 % en 30 ans).

Le nombre de réductions d'impôts et d'exonérations n'a pas cessé d'augmenter. Cela permet, à ceux qui en ont les moyens, d'investir dans les niches fiscales et d'échapper ainsi à l'impôt.

Il est intolérable que certains ne participent pas à l'effort collectif à hauteur de leurs moyens. Il est intolérable que les services publics, gratuits et accessibles à tous, disparaissent au profit d'entreprises privées à services payants.

Les efforts doivent être équitablement répartis entre les citoyens et chaque citoyen doit avoir accès à la santé, l'éducation, la sécurité financés par l'impôt.

Les niches fiscales

Qu'est-ce qu'une niche fiscale

C'est un dispositif qui permet de déduire certaines dépenses du montant de ses impôts, ou bien de percevoir un crédit d'impôt, ou encore de bénéficier d'une réduction d'impôt.

Le plus souvent, les niches fiscales visent ceux qui ont les moyens d'effectuer des investissements (grandes entreprises, particuliers aisés). Une nouvelle fois, ce sont les plus démunis qui en profitent le moins. Le coût de l'ensemble des niches fiscales est estimé à 150 milliards d'euros.

Exemple 1
L'investissement immobilier

Plusieurs dispositifs existent. Nous allons prendre l'exemple de la loi Scellier. Elle permet de déduire de ses impôts 25 % du prix d'achat d'un logement, à condition de le louer pendant 9 ans.

Un investisseur achète un appartement 200.000 € pour le louer. Il peut récupérer 50.000 € en réduction d'impôt contrairement au salarié qui achète sa résidence principale au même prix de 200.000 €. De plus, les investisseurs engrangent des revenus grâce aux loyers qui resteront non-imposables en réalisant d'habiles dépenses (déductions d'impôts pour : travaux, intérêts d'emprunt, charges de copropriété, taxe foncière, frais d'agence, assurances...).

De nombreuses niches fiscales, comme cette dernière, existent permettant aux plus aisés d'échapper à l'impôt sur le revenu. Ce qui a pour effet, contrairement aux idées reçues, de rendre encore un peu plus injuste la fiscalité de notre pays.

Pour la CGT, il convient de limiter les niches fiscales uniquement à celles utiles socialement et économiquement.

Exemple 2
Comment ne pas payer d'impôt sur le revenu quand on est riche ?

Couple – 2 enfants
Salaires : 120.000 €
Revenus de placement : 30.000 €

IMPOT A PAYER

Montant initial :	**25.830 €**
Total des réductions :	**22.700 €**
Impôt net à payer :	**130 €**

Réductions

Crédit d'impôt en faveur de la qualité environnementale des logements	3.200 €
Crédit frais de garde des enfants de moins de 7 ans	1.750 €
Crédit emploi salarié à domicile	4.500 €
Souscription de parts de FCP dans l'innovation	3.000 €
Souscription au capital de PME	1.250 €
Investissement outre-mer	9.000 €
Souscription de parts de FIP	3.000 €

Les efforts doivent également être équitablement répartis entre les citoyens

Si on augmentait l'impôt sur le revenu, en baissant la TVA ? Les efforts seraient mieux répartis.

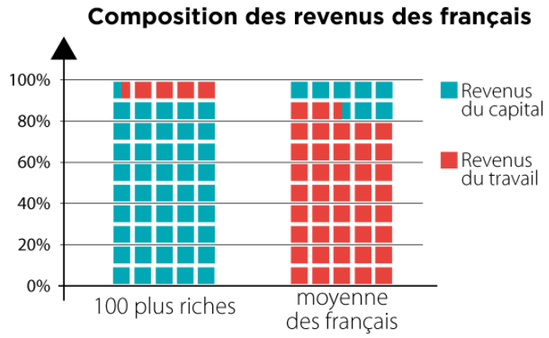
Ainsi, il faut **réduire sensiblement les impôts proportionnels** que sont la TVA, la TIPP... impôts injustes par principe.

Pour compenser cette perte de budget de l'Etat, il convient notamment d'améliorer la **progressivité de l'impôt sur le revenu**, en créant de nouvelles tranches d'imposition et en réduisant les niches fiscales non utiles socialement et économiquement, afin que tous les citoyens participent à la vie de la société et au bien-commun **à hauteur réelle de ses moyens.**

Même en imposant les citoyens à partir du premier euro perçu, les personnes à revenus modestes ou moyens contribueraient moins et les hauts revenus contribueraient plus.

Il convient également d'élargir l'impôt sur le revenu à tous les produits financiers.

En effet, aujourd'hui, les revenus du capital sont moins imposés que ceux du travail. Il faut, au contraire, davantage taxer le capital que le travail pour réorienter les profits réalisés vers les travailleurs. Ces mesures fiscales se justifient évidemment pour plus de justice sociale mais elles sont également très importantes en matière économique. De fait, augmenter la rémunération du travail est synonyme d'augmentation des cotisations sociales versées et **d'augmentation de la consommation et de la croissance.**



Une indispensable lutte contre la fraude

Il y a donc bien des solutions pour répondre aux problèmes de finances publiques tout en se dotant de services publics de qualité. Mais, cela implique une réforme en profondeur de la fiscalité pour un impôt plus juste et efficace, mais également une véritable lutte contre la fraude fiscale, qui nécessite notamment de maintenir des emplois qualifiés au sein des administrations fiscales et financières, aujourd'hui en cours de démantèlement.

L'État ne donne pas les moyens suffisants pour lutter contre la fraude fiscale (80 milliards d'euros par an), encore une fois pour le plus grand bonheur des plus puissants.